

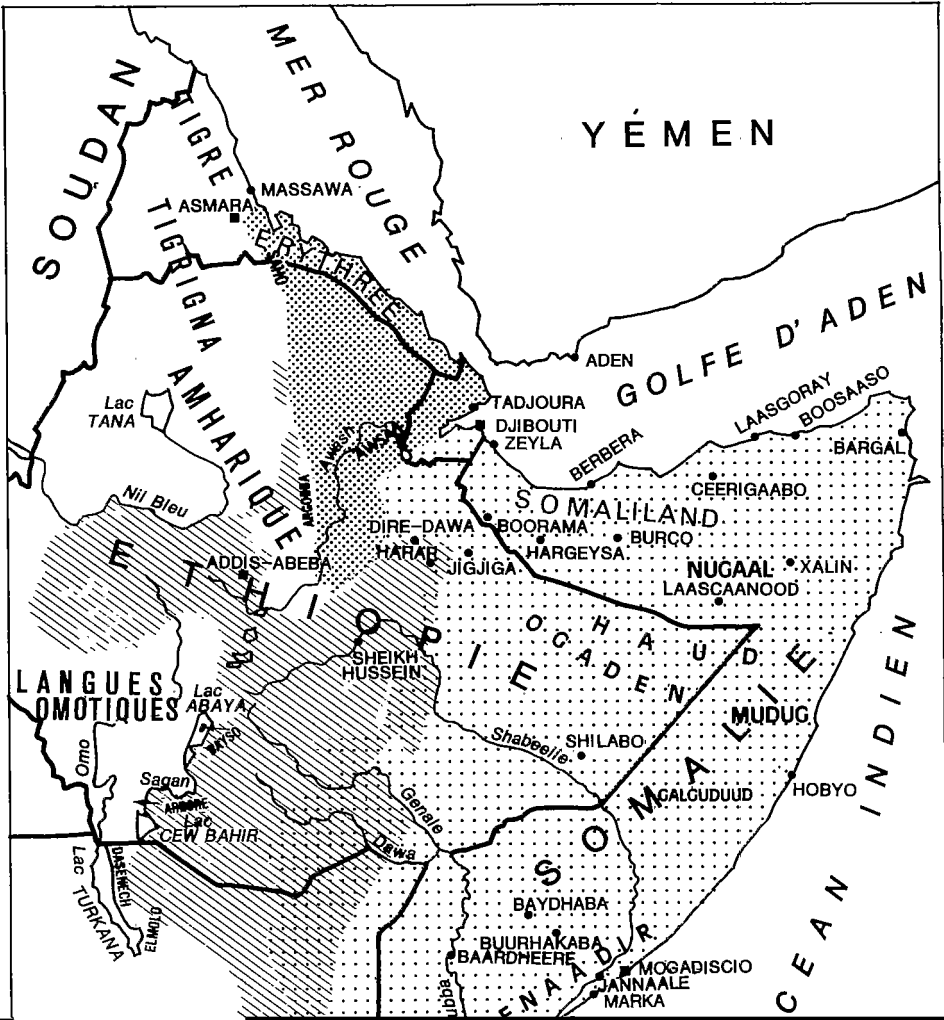
Pistes



Reconstruire la Somalie

LE 21 novembre 1949, par un vote de l'Assemblée générale des Nations unies, la Somalie, administrée par les Britanniques depuis la défaite de l'Italie en 1941, était replacée sous l'autorité de l'Italie, sous le contrôle d'un Comité tripartite composé des Philippines, de l'Égypte et de la Colombie, avec la mission de mener le pays à l'indépendance. Celle-ci était proclamée le 1^{er} juillet 1960, à la suite de la fusion du territoire britannique du Somaliland et de la Somalia italienne. Par un tragique retour des choses, le Somaliland est de nouveau séparé de la Somalie, elle-même revenue sous tutelle internationale.

Au risque de voir se reproduire, à une échéance plus ou moins lointaine, l'enchaînement violent qui, depuis septembre 1991, a ravagé la Somalie du Sud, le diagnostic de la crise compte autant que les modalités de son règlement. Y voir une simple rivalité « tribale » entre des « chefs de guerre » ne rend pas compte de la fracture sociale qui s'est produite depuis deux ans. Si le problème était d'ordre clanique, il aurait été depuis longtemps réglé, dans la mesure où la société somalie est fondée sur un système de procédures arbitrales qui garantissent sa cohésion. En outre,



le pays va entrer brutalement dans un cycle de violence dont les ondes de choc vont se propager uniformément et d'autant plus vite à toutes les couches de la population que celle-ci présente une forte homogénéité culturelle. Les effets vont se conjuguer, procédant de deux causes parallèles mais distinctes : un mouvement de protestation qui s'amplifie, dès 1990, avec comme but immédiat de chasser les Marrexaan (1), le clan du Président ; un plan secret de partage du pouvoir convenu par trois opposants, avec l'accord de l'ex-président éthiopien Mengistu Haïle Mariam : Maxammad Faarax Caydiid, un Abgaal, précédemment en poste au Pakistan, puis embastillé pendant plusieurs années par Siyaad Barre ; Cumar Jeess, un militaire daarood, de la région de Afmadow, près de Kismaayo ; enfin Cabdurraxmaan Axmad « Tuur », un Isaaq, ancien ambassadeur à Khartoum, représentant le Mouvement national somalien.

Cet accord à trois va être rompu avec l'entrée en lice de Maxammad Cali Mahdi, un propriétaire d'hôtels de Mogadiscio, engagé dans le mouvement revendicatif à caractère surtout économique, qui se développe, en 1990, dans la capitale. Fin janvier 1991, le départ de Siyaad Barre met face à face. Rapidement, Cabdurraxmaan « Tuur », dont le mouvement, bien que le plus ancien dans la lutte contre Siyaad Barre, est excentré géographiquement, comprend qu'il n'aura pas la place promise. Il se retire et, en mai, proclame l'indépendance de la « République du Somaliland ». On assiste, au sud, à une division quadripartite du pays, qui durera jusqu'à l'arrivée des Américains en décembre 1992 : la région de Baardheere, fief des Marrexaan ; la région de Kismaayo, sous le contrôle de Cumar Jeess ; celle de Mogadiscio, partagée entre les Hawiye, Cali Mahdi et Maxammad Faarax Caydiid.

La conférence de juillet 1991, à Djibouti, crée un pouvoir bicéphale. Cali Mahdi, qui n'a pas de passé politique et représente la bourgeoisie commerçante, devient l'homme d'un consensus, rompu une première fois, en septembre 1991, et définitivement avec la « guerre de quatre mois » (novembre-mars 1992), par Maxammad Faarax Caydiid. Ce conflit transgresse dès l'origine des liens d'allégeance clanique : Cumar Jeess, bien que Daarood, fait équipe avec Cali Mahdi, contre les Marrexaan de Maxammad Xersi « Morgan ». L'échec de la conspiration précédemment mentionnée est celui d'une solution nationale à l'après-Siyaad Barre. Plus gravement, elle montre qu'au-delà de la seule prise du pouvoir, il n'y avait aucun projet économique pour la valider. Mogadiscio, désemparée, et pour la première fois sans contrôle politique unifié, ne joue plus son rôle de centre où, depuis 1960, ont convergé et se sont intégrés des Somalis de toutes origines et d'où ont été lancés les mots d'ordre successifs de l'auto-développement (*iska wax u qabso*), du « socialisme scientifique » (*hantiwadaag*). Ceci est suffisant pour que le mécontentement des dizaines de milliers de jeunes désalphabétisés des camps de réfugiés de la guerre de 1977, de la paysannerie, dont les revenus sont en baisse constante, des ouvriers du petit secteur industriel, se transforme en mise à sac, non seulement de la capitale, mais de toutes les autres villes du sud de la Somalie.

(1) L'orthographe officielle du somali est reprise ici : elle se caractérise par l'usage du *c* pour noter la pharyngale sonore (similaire

au « ayn » arabe), *x* pour son correspondant sourd, *dh* pour l'apicale rétroflexe.

De quelques catégories commodes

La référence clanique, constante dans le discours somali, souvent reprise sans discernement et avalisée par l'observateur étranger, n'est que la formulation, par les acteurs sociaux, d'une angoisse écologique : la rareté de la terre utile pour des systèmes agro-pastoraux peu productifs ou dont la principale visée est la constitution d'un capital en cheptel, avec la disette pour seule limite à sa croissance exponentielle. La Somalie, qui compte quelque six millions et demi d'habitants sur un territoire un peu plus grand que celui de la France, peut paraître vide d'hommes. Mises à part les vallées des deux fleuves permanents, le Jubba et le Webi Shabeelle, où les densités atteignent 50 hab/km², la moyenne dans l'intérieur (exception faite des villes et de la zone de semi-altitude de Boorama), est de un à deux hab/km², ce qui est le maximum possible pour ces zones arides. La « démocratie pastorale » ne fonctionne harmonieusement que dans le cas d'une libre compétition sur des pâturages disponibles ou « libérés ». C'est le cas dans le nord, où les raids des Issas repoussent aujourd'hui les Afars sur l'Awash. Le clanisme bédouin n'est que la résultante de cette compétition. En milieu urbain, il en est le décalque. Le refus de toute référence lignagière, au profit de l'ethnonyme « somali », dès la création de la *Somali Youth League*, initiatrice du mouvement indépendantiste, est, pour la première fois, la transposition dans le champ politique de cette contradiction fondamentale entre un processus historique, fédérateur s'il est illimité, et sa tendance à l'entropie, dès qu'il se trouve confiné à un territoire. Il existe une corrélation nette entre la formation de l'État somalien et le développement du banditisme des « shif-tas » dans le nord-est du Kenya. Neuf ans après la belle unanimité de l'indépendance, c'est pour combattre le « tribalisme » que Siyaad Barre prend le pouvoir et met fin à la démocratie parlementaire en Somalie.

La communauté internationale, singulièrement les États-Unis, ont défini les ambitions de leur intervention : faire face à une urgence alimentaire et poser les bases d'un règlement institutionnel. Reconnue comme majeure, mais relevant de « solutions » économiques et politiques dans le cadre national, et donc appréciée en termes conjoncturels et circonscrite géographiquement, la crise somalienne n'est apparemment pas perçue dans sa dimension historique et régionale. Les diplomaties occidentales éludent ainsi une réflexion fondamentale sur les objectifs d'une véritable politique de développement. Elles pérennisent un déséquilibre de nature démographique et économique, aggravé par le découpage frontalier.

C'est depuis longtemps un lieu commun de la littérature européenne et somalienne que de souligner l'unité linguistique, religieuse, ethnique et l'égalitarisme foncier de la Somalie. Si cette représentation a l'inconvénient de simplifier la réalité au point de la rendre opaque, au moins confirme-t-elle que ces paramètres sont maintenant inopérants pour rendre compte de ce qui s'est produit depuis le départ forcé du président Siyaad Barre. Ce qui a été anéanti, ce n'est pas seulement, en plus de près de 300 000 personnes, la capitale, lieu symbolique s'il en est, mais un consensus social lentement constitué depuis l'indépendance et le système de relations interpersonnelles qui l'organisait.

Sur le terrain, un exemple choisi parmi d'autres est l'indice de cette

béance irréversible. Dans Mogadiscio, des jeunes, armés, avaient inventé ce « jeu » : à chaque page d'un cahier d'écolier, était écrit un sévère différent à infliger : ici, une balle dans la tête ; là, violer ; ailleurs, sodomiser ; et l'on interpellait un passant au hasard, homme, femme, quel que soit son âge. On lui commandait d'ouvrir le cahier à la page de son choix... Deux types d'explication à ce type de violence ont été communément donnés par les Somaliens. La première est qu'elle aurait été le fait d'aliénés libérés lors de la mise à sac de Mogadiscio. Cette explication « psychiatrique » est, pour ces témoins, la seule imaginable pour réintégrer dans le champ interprétatif une déviance non seulement inconnue, mais surtout inacceptable pour le discours « moniste » traditionnel. La seconde souligne que ces crimes, avant d'avoir une explication économique ou sociale, sont la reproduction de ce que les médias (notamment la BBC qui diffuse en somali tous les jours) ont rapporté des événements d'Ouganda ou du Liberia, et des cassettes de films ultra-violents en circulation à Mogadiscio.

Ici, affleure l'une des causes de la crise somalienne, à savoir la vulnérabilité de ce pays à la conjoncture extérieure, son incapacité à y faire face à temps, avec un projet d'ensemble répondant, en même temps, à l'attente d'une population qui, notamment dans le nord, a continué d'émigrer pour des raisons économiques et politiques. Ainsi, aux deux conférences de réconciliation d'Addis-Abeba, en décembre 1992 et janvier 1993, l'absence d'intellectuels est apparue plus décisive pour l'avenir que ces retrouvailles organisées sous la pression internationale.

Une politique à contre-temps

Prenant comme repère les vingt-cinq dernières années, ce qui correspond à la génération née à la fin des années soixante, celle qui a commis les exactions que l'on sait et qui n'a connu que le pouvoir de Siyaad Barre, le déphasage permanent entre le discours officiel et sa traduction dans les faits naît d'abord de la perpétuelle urgence dans laquelle se débat le pouvoir somalien. L'anecdote retient le comportement atypique d'un chef de l'État insomniaque, recevant ses visiteurs en pleine nuit. La réalité est que la politique audacieuse, inaugurée dès le coup d'État du 21 octobre 1969, voit ses premiers résultats remis en cause par les conséquences du premier choc pétrolier, en 1974. L'expérience socialiste somalienne, que décrit bien Philippe Decraene (2), n'est que le faux-nez d'une pratique étatique post-coloniale, rendue caduque par une conjoncture sur laquelle Mogadiscio n'a pas pris. La bureaucratie, le secteur productif et commercial perdent leur capacité à résorber la demande sociale amplifiée par un afflux de somalophones d'Éthiopie sujets à de multiples discriminations.

On notera que le même scénario se reproduit actuellement à Djibouti, où le régime, après avoir donné la citoyenneté djiboutienne à tout Issa d'Éthiopie ou de Somalie qui le demandait, maintenant frappé par la crise

(2) Ph. Decraene, *L'expérience socialiste somalienne*, Paris, Berger-Levrault, 1977, 219 p.

financière, ploie sous la double contestation des Afars marginalisés et des rivalités entre clans somalis/issas qui se disputent les rares rentes de situation encore libres. La « Chambre introuvable » élue en décembre dernier ne change rien au problème central : les Afars demandent un partage du pouvoir sur une base géographique (ils occupent plus de la moitié du territoire), les Somalis, sur une base démographique (ils sont plus de 70 % de la population, mais concentrés dans la capitale).

Le déclenchement, en 1977, de la guerre, contre l'Éthiopie, via le FLSO (Front de libération de la Somalie occidentale) et le Front Somali-Abo, fut le moyen choisi pour détourner la crise menaçant un pouvoir autoritaire pris au piège du slogan présidentiel : « *Tout homme qui dit Waaryaa est Somali.* » Ce qui supposait l'intégration continue des non-originaires de la Somalie du Sud (notamment ceux d'Éthiopie), risquant de générer un soulèvement des gens du Benaadir déjà en concurrence sur les meilleurs postes avec les Marrexaan. Mais le conflit est engagé au plus mauvais moment. La faction pro-soviétique dirigée par Mengistu Haïle Mariam, a pris le pouvoir en février 1977, après trois années de révolution pendant lesquelles les Américains ont progressivement tari leur aide militaire, obligeant la junte à se tourner vers Moscou. L'administration Carter achève ainsi un désengagement commencé à la fin du règne de Haïlé Sélassié. L'exutoire choisi par Siyaad Barre vient à contretemps d'une nouvelle « donne » internationale qui fait de la « Corne » une zone d'influence soviétique, puisque Moscou est déjà l'allié privilégié de Mogadiscio depuis 1974. La Somalie sort ruinée de cette guerre. La dictature marxiste éthiopienne y puise un second souffle.

Le jeu politique somalien devient plus rigide. Siyaad Barre parvient à survivre à sa défaite en s'appuyant désormais complètement sur son clan et sa famille proche. Dans le système de prédation de l'État, la meilleure part revient aux seuls Marrexaan. L'ensemble des prévisions du plan quinquennal (1974-1978) sont caduques. La détérioration dans le secteur de l'éducation est visible. La réforme linguistique est piégée par un discours officiel devenu schizophrénique, qui, de la capitale, exalte les vertus pastorales, le parler non corrompu des « nomades », ceux-là mêmes pour qui la politique d'alphabétisation avait été lancée et qui, faute de moyens, stagne (3). L'accapement du pouvoir par les Marrexaan est, à l'évidence, le signe d'une politique clanique, c'est surtout le signe de l'entrée des Bédouins dans la sphère du pouvoir. On cite le cas de ce haut fonctionnaire, ayant grandi en Tanzanie, diplômé d'une université américaine, et parlant donc peu le somali, harangué par un Marrexaan et sommé d'accepter cette joute oratoire ou de se démettre. Le président Siyaad Barre, véritable traditionniste, représentait la synthèse subtile de l'autocrate jouant alternativement de sa formation « moderne » (coloniale) et de sa connaissance du milieu traditionnel. Son talent manœuvrier et sa brutalité marquée par le bombardement de Hargeysa et les premières destructions dans le centre de Mogadiscio, en janvier 1991, ne pouvaient toutefois pas conserver indéfiniment à ses seuls contribuables le privilège de piller l'État.

Le problème n'est donc pas seulement, comme ailleurs après un quart

(3) D. Morin, « Le parcours solitaire de la Somalie », *Politique africaine*, 23, septembre 1986, pp. 57-66.

de siècle de dictature, celui du retour des exilés, de la reconstruction et de la réconciliation, il est de trouver des interlocuteurs non compromis, qui analysent le passé et aient la capacité d'engager le pays sur une voie résolument nouvelle, dans un environnement régional lui-même transformé.

L'Histoire par procuration

La Somalie est un des rares pays africains à ne jamais avoir entériné le tracé frontalier qui lui est attribué internationalement, notamment celui issu des accords italo-éthiopiens de 1897 et 1908. Le différend avec l'Éthiopie est connu, sa conséquence imprévue actuelle a été la proclamation de la République du Somaliland, en mai 1991, puisque ce sont des maquisards de l'ex-FLSO qui, s'estimant « lâchés » par Mogadiscio, ont organisé en Éthiopie le Mouvement national somalien, à dominante isaaq, pour aboutir à la sécession actuelle, après quatre ans de lutte ouverte contre Mogadiscio (4).

On connaît la symbolique attachée aux cinq branches de l'étoile blanche du drapeau : réunir un jour les territoires somalophones d'Éthiopie, dits de la Somalie occidentale (*Soomaali-Galbeed*), de l'ex-district de la frontière nord (Kenya) et de Djibouti. Mogadiscio, en plaçant la nature « coloniale » du conflit qui l'opposait à ses voisins, disposait d'un bon dossier : Djibouti n'était pas indépendant, les Somalis étaient opprimés par l'Éthiopie impériale, ceux du Kenya, soumis à de multiples restrictions administratives. Le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, entre pays décolonisés, était récusé au motif que cette décolonisation était encore inachevée dans cette partie de l'Afrique, puisque les limites territoriales de l'Éthiopie résultaient d'une série d'expéditions militaires de Ménélik. L'erreur politique de la Somalie va être de mal exploiter cette thèse, en employant les mêmes arguments que ceux utilisés par les puissances coloniales (singulièrement l'Italie et l'Angleterre) pour tenter de démembrer l'Éthiopie. En se trompant de stratégie (l'usage de la force), Mogadiscio se trompe d'époque : sa revendication ne se démarque pas de celle illustrant la volonté hégémonique de Londres à la fin du XIX^e siècle, dans cette région. Repousser la frontière avec l'Éthiopie jusqu'à l'Awash, c'est implicitement prétendre à l'absorption d'une zone plus peuplée que toute la Somalie.

Il est nécessaire ici de préciser comment Mogadiscio a pu se faire l'héritière d'une argumentation colonialiste en voulant s'opposer à l'occupation « coloniale » de l'Ogaden par l'Éthiopie. L'Angleterre, en occupant définitivement l'Égypte en 1882, s'était attribué la zone d'influence de celle-ci en Afrique du Nord-Est, soit la côte somalie, où elle s'implante dès 1884, et le Harar, dont l'émir avait écrit à Ménélik qu'il revendiquait un territoire allant jusqu'à l'Awash. Cette revendication avait ainsi un fondement plus lointain encore : l'émigration, en 1577, dans l'Awsa afar, de la famille de l'imam du Harar, Ahmed Ibrahim al-Ghazi, qui faillit conquérir, au XVI^e siècle, l'Éthiopie chrétienne tout entière. La carte

(4) Le MNS disposait en Éthiopie d'une tre » raillée, à Mogadiscio, en *Qudhmis* radio, « Kulmis » (ce qui signifie « rencon- « pourri »).

de la « Grande Somalie », publiée au milieu des années soixante-dix, englobe l'ensemble des territoires réputés somalophones. Elle est conforme à celle de la « *Somali Nation* » dessinée par Lewis (5). Ses frontières débordent même celles de la *Somalia de l'Africa orientale italiana*. Bien entendu, les zones de bilinguisme oromo-somali ou non somalophones (Afars, Oromos de l'Awash), la ville de Harar, l'ensemble du territoire de Djibouti, y sont inclus. Cette revendication territoriale est directement articulée sur une problématique historique et anthropologico-culturelle qui, si elle paraît archaïque, est encore bien actuelle et structure explicitement ou de façon sous-jacente le discours politique somalien.

La thèse historique affirme l'origine somalie de l'imam du Harar. On lit, dans une brochure officielle, en arabe, présentant la Somalie :

« Pendant les XV^e et XVI^e siècles, des sultanats musulmans puissants, s'établirent aussi loin que Mogadiscio. (...) Centrés sur l'État côtier de Adal [le texte arabe écrit Caadal, la version anglaise orthographe Audal], dont la capitale était Zeyla, ils défendirent la Somalie contre l'invasion des Portugais et divers rois éthiopiens. Un des grands héros de ce temps fut un chef de Somalie, Imam Ahmed Ibn Ibrahim al-Ghazi, mieux connu sous le nom de Ahmed Guray [« gaucher » en somali]... » (6).

Les documents historiques irréfutables (au premier rang desquels ceux écrits avant 1960), soit ceux publiés par Cerulli et R. Basset (7) suffisent à montrer que l'imam en question ne fut pas somali, mais très vraisemblablement d'un clan balaw, population anciennement bedja, devenue tigréphone (Massawa) et afarophone, ayant essaimé par exemple à Randa, au nord de Tadjoura. Le surnom de « Gaucher » n'existe que dans les chroniques éthiopiennes. C'est par l'intermédiaire de Somaliens, diplômés des universités de Londres et d'Oxford que ces traditions savantes ont été introduites dans l'historiographie nationale et dans les manuels scolaires. L'implication politique en est claire : l'institution du « Gaucher » comme ancêtre du nationalisme somalien confère une légitimité historique au pouvoir des Marrexaan, puisque ceux-ci sont explicitement mentionnés parmi les groupes qui accompagnèrent l'imam dans sa conquête.

Toute une littérature furtive, en 1976-1977, justifiant l'action du FLSO, a maintenu, comme à dessein, la confusion entre Adal, nom d'une principauté musulmane en lutte contre l'Éthiopie chrétienne — et nom actuel des Afars en amharique — et Audal (ou Awdal), nom, en somali et en afar, de la ville de Zeyla, dont l'occupation par des groupes soma-

(5) I.M. Lewis, *Peoples of the Horn of Africa*, Londres, International African Institute, 1969.

(6) *Al-Suumaal al-Jamiila*, Mogadiscio, ministère de l'Information et de l'Orientation nationale, 1978, p. 10.

(7) E. Cerulli, « Documenti Arabi per la Storia dell'Etiopia », *Mem. RANL*, sér. VI, 1931 ; *Somalia, Scritti vari editi ed inediti*,

1957-1959, Rome. Basset R., 1897-1901, *Histoire de la conquête de l'Abyssinie*, 1897-1901, Paris. Il a circulé, au Caire, une édition [1968 ?] expurgée de la chronique traduite par Basset, dont les termes désobligeants utilisés par le chroniqueur arabe à l'égard des Somalis, comme celui de « coupeurs de routes », avaient été systématiquement retirés.

lies (et la première destruction) remonte probablement à 1585-1590 (8). En 1987, le nom de Awdal est donné à l'ensemble du district de Zeyla, jouxtant la frontière de Djibouti. Cette « archéo-politique » puise ses arguments chez Lewis, quand il écrit : « Pendant cette période [le XVI^e siècle],

La thèse anthropologico-culturelle repose sur un postulat : les Somalis sont les premiers habitants de la « Corne ». Cette attestation d'historicité en fait les éléments fédérateurs de la sous-région. On sait que la fable

siques, l'identité de ces deux termes. Le terme de *Suumaal*, utilisé pour la première fois dans une chronique du négus Yeshaq (du milieu du XV^e siècle), entre en usage (et le terme de « Barbare » disparaît) quand le groupe somalophone manifeste le dynamisme démographique qui va lui permettre de s'étendre, entre le XI^e et XV^e siècle, de son lieu d'origine, la partie orientale ou septentrionale de la « Corne », à l'ensemble de cette dernière, et d'entrer en contact avec les agglomérations côtières de fondation arabo-persane, puis de supplanter ou d'assimiler les groupes non somalis et sans doute non islamisés de l'intérieur. Le terme arabe, géographique et ethnique, conserve jusqu'à aujourd'hui la trace de cette ambiguïté.

— Ce mouvement d'expansion n'est ni uniforme, ni homogène. De nombreux groupes nucléaires somalisés subsistent (groupes castés midgan, yibir, etc.), témoignant de la soumission d'anciennes populations sédentaires aux pasteurs somalis. Les Afars ne quittent définitivement la région de Zeyla et de Berbera qu'à la fin du siècle dernier, comme l'indique la toponymie et divers témoignages (13). Les Rahanweyn de la Somalie centrale étaient encore oromophones à l'arrivée des Italiens. Les « Zenj », soit les différents groupes bantous, sont encore présents sur la côte somalienne (voir le parler swahili de Baraawe (Brava), celui de Bajuuni). Les langues « oromotiques », celles situées au-delà de la limite de l'expansion oromo et somalie, sont sans doute un reflet assez exact de ce qu'a dû être la « Corne » de l'Afrique jusqu'au XVI^e siècle : une zone caractérisée par une multiplicité de langues fortement dialectalisées, submergées par deux langues à fort peuplement, sauf dans des zones refuges correspondant à la ligne des lacs du Rift, où des langues couchitiques nucléaires se sont conservées : le bayso du lac Abaya, l'elmolo et le dasenech sur le lac Turkana, l'arbore sur la rivière Sagan au nord du Cew Bahir (ex-lac Stéphanie). Quand le somali central présente, comme l'afar, la même isoglose lexicale *fadh* « vouloir », quand tout le somali a *doon*, il y a clairement l'indication de ruptures démographiques occultées par cette présentation linéaire du passé.

Le concept d'une « ethnicité » commune aux différents peuples de la « Corne » de l'Afrique vient servir une vision ouvertement assimilatrice, fondée sur des critères qui peuvent être pittoresques, comme cette classification prenant en compte la manière de dire : « Eh ! l'homme », et reconnaissant des « Somaali-Aabo » (les Oromos), des « Soomaali-Ayka » (les Afars) et des « Soomaali-Waaryaa » (les « vrais Somalis »), qui rappelle la taxinomie gastronomique des Grecs (ichthyophages, chélonophages, etc.). D'autres, plus savantes, mettent à contribution le culte des saints, en affirmant l'incidence de la mystique musulmane dans la formation des mouvements irrédentistes de l'Ogaden :

« Si Aw Barkhadle relie la Somalie du Nord à un passé musulman centré sur Zeyla et Harar et embrassant les peuples apparentés parlant des langues couchitiques (Afars et Bedjas), les pèlerinages jumeaux de Sheikh Hussein de Bale et de Bur Hakaba célèbrent des

(13) S. Russel, *Une mission en Abyssinie et dans la mer Rouge*, Paris, 1984, p. 193. Pour la toponymie, voir un nom comme

celui de l'ouest de Zeyla, Saroyta, « plante grimpanche ».

relations identiques dans le sud-est de l'Éthiopie. De ce capital couchitique mystique les combattants de la liberté du FLSO tirent aujourd'hui des avantages substantiels » (14).

La fin du pouvoir marxiste en Éthiopie, le développement des revendications ethniques ou linguistiques et les dernières élections locales viennent contredire ces spéculations :

— La montée en puissance de la revendication oromo, si elle a coïncidé un temps avec celle des Somalis d'Éthiopie, est un mouvement autonome. Les actuels dirigeants du Front de libération oromo (OLF) ne sont pas ceux de l'ex-Front somali-abo, promu par Mogadiscio en 1976.

— Le clivage entre l'OLF et l'Organisation démocratique du peuple oromo (OPDO) est sociologique et illustratif des différences d'intégration dans la communauté nationale éthiopienne (notamment par la pratique de l'amharique) des Oromos.

— L'analyse du scrutin des dernières élections locales à Dire-Dawa, ville disputée par les Somalis issus, les Oromos et les Amharas, montre que c'est la pratique de l'oromo (et non du somali) qui a permis à certains candidats de recueillir des suffrages hors de leur communauté d'origine. Dans la même région du Harar, des groupes oromos somalisés, comme les Jaarso ou les Geri ont voté pour des candidats oromophones

ligne que, pour correspondre à un territoire défini et s'incarner dans une autorité incontestée, l'idée nationale ne peut faire l'économie d'une révision déchirante. Ceux qui veulent gouverner la Somalie doivent prouver que, contrairement à l'histoire récente, la souveraineté populaire repose sur une représentation démocratiquement élue et n'est plus accaparée par un segment de celle-ci : la bourgeoisie du Benaadir, continuatrice de celle formée par l'Italie, à l'époque de l'Administration fiduciaire.

La mise en cause des Marrexaan pour leur politique de prédation, un replâtrage Hawiye-Daarood, ne suffira pas à réconcilier les Somalis. Si l'on réserve aux termes « tribalisme » ou « clanisme » le soin de désigner un certain type de représentation collective privilégiant la consanguinité en ligne paternelle (somali *tol*), le « factionalisme » doit être employé pour spécifier celles, plus larges, intégrant des référents hétérogènes, religieux, sociologiques qui, en les amplifiant, poursuivent, sous une forme moderne, des conflits territoriaux. A cet égard, la Somalie, avec la révolte de Sayyid Maxammad Cabdille Xasan, celui que les Britanniques avaient surnommé le « *Mad Mullah* », bien qu'il ne fût ni fou, ni mollah, a montré que le simple discriminant tribal était insuffisant pour rendre compte de cette expérience politique majeure où la composante islamique s'est superposée à la rivalité ancestrale entre Daarood et Isaaq,

forme institutionnelle de la tariqa, la communauté religieuse soufie, Sayyid Mohammed était capable de transgresser les liens lignagiers » (19), on doutera qu'il ait pu unifier une société pastorale, puisqu'en introduisant une logique supraclanique (le factionalisme), il déclenchait un processus violent qui échappait définitivement au pouvoir arbitral de la hiérarchie traditionnelle. C'est d'ailleurs un combat plus strictement politique que le Sayyid poursuivra à partir de 1904-1905, à la suite de son exclusion de la confrérie (20).

L'idée nationale, incarnée par un Daarood musulman, ne pouvait que conduire à l'occultation du rôle joué par les Somalis du Nord au sein de la SYL (*Somali Youth League*), parti non clanique, porteur du projet d'indépendance, dès l'échec du Plan Bevin de réunification des Somalis, après-guerre. C'est à Jigjiga, en Éthiopie, que le capitaine Mac Donald disperse, en mars 1949, des manifestants qui brandissent le drapeau de la SYL, en scandant : *Soomaali ha noolaato!* « Que vivent les Somalis ! » (21).

La bourgeoisie néo-coloniale qui comprend une minorité de chrétiens, comme la hiérarchie militaire qui s'empare du pouvoir en 1969, s'entend sur le maintien d'une forte centralisation de l'État. Le gouvernement de Siyaad Barre va réactiver le facteur religieux dans le débat national, par une politique volontariste qui *de facto* le met en cause : en 1972, l'écriture latine est préférée à l'alphabet arabe pour écrire le somali, le droit civil est modernisé (Code de la famille de 1975). La politique poursuivie, compte tenu de l'épisode pro-soviétique et du « socialisme scientifique », n'a jamais fondamentalement modifié une ouverture européenne, marquée par le maintien de liens avec les anciennes métropoles, l'Italie notamment. L'échec de Siyaad Barre remet en cause cette orientation, et fait le jeu des mouvements qui défendent un projet politique confessionnel, celui-là même dont Maxammad Cabdille Xasan fut le promoteur. La volonté de retour aux origines des religieux a déjà son corollaire politique, avec la restauration du « *Somaliland* ». Elle est au diapason d'une situation économique rendue à ce qu'elle était au début de ce siècle.

Ce n'est pas un hasard si les mouvements fondamentalistes financés par l'Arabie séoudite et l'Iran sont notamment actifs dans la région d'origine du chef des derviches, soit dans le pays des Dhulbahante (le Nugaal et Laascaanood), et dans la zone frontalière isaaq (Habar Yoonis)-Daarood (Warsangeli) délimitant à l'est le *Somaliland* : Laasgoray, Boosaaso, sur la côte. Ces groupes radicaux ont aussi d'autres centres, dans l'ouest, à Burco, Boorama, et à l'est, chez les Majerteen. Dans le mouvement de réforme de l'islam, un lien historique unit la Somalie et l'Arabie où le Sayyid fut initié à la confrérie Sâlihiyya et dont il revint en 1899, en se prévalant du titre de khalife pour la Somalie (22). Ces mouvements intégristes implantés même chez les sécessionnistes du nord montrent leur capacité potentielle à organiser la contestation à une occupation étrangère qui joue de l'alibi humanitaire. Ils sont en mesure d'offrir aux fac-

(19) S. Waldron, C.R. de Saïd Samatar, « *Oral Poetry and Somali Nationalism* », *Northeast African Studies*, 10, 2-3, 1988, pp. 196-199.

(20) E. Cerulli, *Somalia*, op. cit., p. 154.

(21) Témoignage recueilli du pasteur K.S., présent lors des faits.

(22) E. Cerulli, *Somalia*, op. cit., p. 153.

tions armées un nouveau rôle et de nouvelles ressources financières. La réponse « laïque » à cette reformulation religieuse et anti-occidentale de l'État somalien dépendra du soutien que lui apporteront les puissances européennes, si elles sont capables de se démarquer de Washington et de s'écarter de sa démarche à la fois alternative (prévenir une crise en Éthiopie ou en Érythrée) et opportuniste (faire pièce aux visées iraniennes au Soudan ou dans l'aire de l'islam swahili).

Il y a un évident parallèle entre le projet du Sayyid de chasser les missions de Berbera, la ville des infidèles, et celui de reconstituer une unité somalienne sur le dos d'une communauté étrangère qui consacre plus d'argent à garantir sa sécurité qu'à l'aide alimentaire. La résistance à la colonisation, dans le sud, a été concomitante de la pénétration italienne dans les villes de l'intérieur. Des révoltes se sont succédé à proximité de Kismaayo en 1891, de Marka en 1904, de Danane en 1907, de Hobyo (Obbia) en 1925-1926.

Comme d'autres sociétés patriarcales dont l'éthique est contredite par l'existence même de la ville où les individus (et notamment les femmes) ne sont plus sous le contrôle du clan, la mentalité populaire montre une attitude ambivalente vis-à-vis de la cité, lieu d'échanges et aussi de perte. En somali, *naagtii suuqii way tegtey* s'oppose à *naagtii suuqii way gashey* : la première phrase veut dire : « la femme est allée au marché », la seconde : « la femme est entrée en ville » (compris comme : elle y mène une vie déshonorante). Historiquement, les villes de Somalie sont de fondation arabo-persane ou coloniale. Ceux qui viennent de les détruire y étaient des étrangers. Ici encore, l'explication clanique est incomplète : Mogadiscio, ville en territoire Hawiye, a été pillée par ceux venus des zones rurales, notamment du Mudug ou du Galguduud.

Un espace économique à inventer

La Somalie, antérieurement à la guerre civile, était isolée dans une région caractérisée par la quasi-absence d'institutions communautaires. Contrairement aux projections théoriques des économistes qui ne prennent en compte que le potentiel agricole en terme de superficie, la Somalie ne peut se développer faute d'un vrai marché intérieur. A l'homogénéité des modes de consommation, s'oppose la dispersion de populations sans revenu disponible. Sans vraie demande, la « Mésopotamie » somalienne, l'espace compris entre ses deux fleuves permanents, n'a aucune raison d'être plus cultivée qu'elle ne l'est, soit sur environ 7 000 km² des 81 500 km² de terres arables, d'après les évaluations (jamais dépassées) du Plan 1974-1978. Le secteur agricole peut au mieux assurer, les bonnes années, l'autosuffisance céréalière. La ruine progressive des grandes plantations laissées par les Italiens a plusieurs causes structurelles, dont la faiblesse du marché intérieur. Les prévisions pessimistes de Karp n'ont pas été contredites (23).

Telle qu'elle est, plus encore que l'Érythrée ou Djibouti, la Somalie,

(23) M. Karp, *The Economics of Trusteeship in Somalia*, Boston, 1960.

sans intégration régionale, est marginalisée. Tout projet de reconstruction, conçu dans le seul cadre national ancien, est virtuellement caduc, au moment où l'Éthiopie, par ses gouvernements régionaux, tente une large décentralisation. Seul un aménagement concerté peut prévenir de nouvelles rivalités. Le développement du projet de gaz naturel de Shilabo, dans l'Ogaden éthiopien, pour lequel la Banque mondiale vient de consentir un prêt, montre la voie à une prise en compte de la complémentarité d'économies nationales jusqu'ici concurrentes, le marché potentiel incluant les principales agglomérations de la sous-région. Il en est de même pour l'ensemble des projets d'aménagement en amont de la frontière, sur le Jubba et le Shabeelle. Pour réduire les disparités entre les diverses régions de la Somalie, les projets de développement doivent définir avec précision le mécanisme de répartition des bénéficiaires entre l'État et la région dans laquelle le projet est implanté. Ce pourrait être le moyen de réintégrer le Nord dans la communauté nationale. La tentation du repli procédant de ce que Freud a pu appeler le « narcissisme des petites différences », il ne peut que perpétuer cette faillite que connaît la *Somali-land*, indépendant depuis mai 1991 et ignoré par la communauté internationale, où le troc s'est substitué à l'économie monétarisée et dont plusieurs dizaines de milliers de ressortissants sont réfugiés à Aden.

Pour créer une dynamique du développement, la Somalie n'a qu'un seul atout, seul legs positif de l'ancien régime : la langue somalie et sa normalisation. Plus que l'uniformité de la langue, l'unité du médium de vulgarisation est un gage d'efficacité. On le voit en Érythrée où des programmes d'alphabétisation en tigré, langue qui comporte une forte minorité musulmane, donc de tradition écrite arabe, sont rédigés en caractères éthiopiens, écriture à connotation chrétienne. La Somalie doit reconstruire son système d'enseignement primaire au plus vite, sous peine de laisser se reformer, via le réseau des écoles coraniques, le système dual colonial. Les pressions qui s'exercent pour un retour à une notation du somali en arabe, témoignent des menaces qui pèsent sur ce bien politique ultime qu'est pour la Somalie sa langue, et qui ajouterait à la mise en tutelle actuelle le déni culturel.

Didier Morin
CNRS-CEDEJ, Le Caire